
FORMULATION DES QUESTIONS D'OPINION**SUR LE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE****L'IMPACT DE LA CONTEXTUALISATION DES ÉNONCÉS**

Adrien PAPUCHON (*)

(*)DREES, Sous-direction « Synthèses, études économiques et évaluation »,

Bureau « redistribution et évaluation »

adrien.papuchon@sante.gouv.fr

Mots-clés: questionnaire, effet de formulation, méthodologie d'enquête, protection sociale, opinions

Résumé

Interpréter les réponses aux enquêtes sur les représentations et les opinions des individus constitue souvent une opération délicate, notamment en raison de l'impact de la formulation des énoncés. Cependant, il est rare d'être en mesure d'évaluer rigoureusement l'ampleur des effets de formulation : les comparaisons entre enquêtes différentes sont en effet sujettes à caution, de nombreux autres facteurs étant susceptibles d'influer également sur les réponses obtenues (méthodes de collecte, événements survenus entre les phases de terrains, compositions des questionnaires, durées des questionnaires...).

La vague 2016 du Baromètre d'opinion de la DREES offre l'opportunité d'étudier la sensibilité des réponses à la contextualisation des énoncés de neuf questions portant sur le système de protection sociale en France. Cette enquête de suivi annuel de l'opinion des Français sur leur santé, la protection sociale et les inégalités s'appuie sur un échantillon de 3 000 personnes. Celles-ci sont interrogées en face-à-face et représentatives de la population adulte habitant en France métropolitaine (échantillonnage selon la méthode des quotas par sexe, âge et profession de la personne de référence, après stratification par grande région et catégorie d'agglomération).

L'échantillon général est divisé en quatre sous-échantillons d'environ 750 individus également représentatifs de la population française (« split sample »). Pour chaque question considérée, deux sous-échantillons sont interrogés sur la base de la question posée dans les vagues d'enquête précédentes, tandis que les deux autres sous-échantillons se voient proposer chacun une variante contextualisée évoquant au préalable soit le coût des dispositifs publics, soit sur la situation sociale dans laquelle ils sont mis en œuvre.

Plusieurs résultats sont mis en évidence : la sensibilité des réponses à la contextualisation des questions dépend, d'une part, du type de questions et, d'autre part, des caractéristiques sociales des enquêtés.

C'est dans le cas des questions d'ordre le plus général que les réponses varient le plus. L'hypothèse d'un effet de la contextualisation des énoncés reposant principalement sur les moins diplômés, en raison de leur plus grande sensibilité à la situation d'enquête ou d'une moindre familiarité avec la façon dont les problématiques sont abordées dans les questionnaires, n'est pas validée par les données. En revanche, certains résultats sont compatibles avec l'hypothèse de « distance », selon laquelle les enquêtés les moins directement concernés par les problèmes évoqués dans les questions sont plus susceptibles d'être affectés par la contextualisation des énoncés.

Enfin, l'impact de la contextualisation pourrait être lié au degré de préoccupation des enquêtés pour les sujets sur lesquels portent cette mise en contexte. Le cas échéant, les effets observés proviennent davantage d'une mise à l'agenda de thèmes a priori moins pris en compte par les personnes interrogées que d'effets de validation produits en rappelant des enjeux dont ils se disent particulièrement préoccupés.

Abstract

Building questionnaires for opinion and attitude surveys implies numerous and complex wording issues. This paper investigates a specific kind of wording effect, potentially coming from the introduction of background information in questions about the welfare system.

This analysis relies on data from the Opinion Barometer of the DREES (wave 2016), using a split sample method. It shows that the answers to the more general questions are more likely to be affected by additional background information. Contrary to what may be expected, those who have a lower level of education are not more sensitive than others to this wording effect. Persons who declared themselves less concerned by the issue at stake in the new wording (public cost or social consequences of social policy) seem to be more easily influenced by this kind of wording variations.

1. Introduction

1.1. Problématique

Interpréter les réponses aux enquêtes sur les représentations et les opinions constitue une opération délicate car la conjoncture dans laquelle a lieu l'enquête peut impacter les réponses des enquêtés (Bianquis et Castell, 2018), tout comme les modes de collecte (internet, téléphone, face-à-face) (Coulon et *al.*, 2018 ; Croutte et *al.*, 2015), la composition du questionnaire (Papuchon, 2018), le caractère plus ou moins « sensible » des thèmes abordés et plus ou moins « légitime » des réponses proposées (désirabilité sociale) (Andersen et Mayerl, 2017), ainsi que les termes employés.

On cherchera ici à évaluer la sensibilité des enquêtés à un certain type de variation dans la formulation des questions posées : l'impact sur les réponses de la mise en avant de certaines dimensions du problème posé, démarche qui revient à « contextualiser » les questions. Dans quelle mesure les réponses des enquêtés dépendent-elles de la façon dont les énoncés soulignent – ou non – les enjeux des problèmes soulevés ?

Dans la plupart des cas, les données mobilisées pour étudier l'impact de la formulation des questions posées se fondent sur des comparaisons entre enquêtes différentes ou entre plusieurs vagues d'enquêtes (Grémy 1987, 1993 ; Piau, 2004). La multiplicité des sources possibles d'explication des différences observées limite la fiabilité des conclusions apportées en termes d'impact de la formulation des énoncés. Grâce au recours systématique à la méthode des échantillons partagés (souvent appelés « split sample »), le Baromètre d'opinion de la DREES¹ permet une comparaison plus robuste des effets de questionnaire sur les réponses dans le cas d'enquête sur les perceptions et les représentations². Cette méthode n'avait jusque-là pas été mobilisée en vue d'étudier la sensibilité des réponses à la contextualisation des énoncés proprement dit.

La vague 2016 du Baromètre d'opinion de la DREES offre l'opportunité d'étudier la sensibilité des réponses à la contextualisation des énoncés de neuf questions portant sur le système de protection sociale en France dans le cadre d'un dispositif d'enquête identique et d'un terrain commun grâce à la méthode des « échantillons partagés ».

Dans le cas présent, aux énoncés standards de certaines questions ont été ajoutés des éléments précisant les enjeux de la réponse apportée, en termes de poids de la dépense concernée ou d'impact social de la mesure (tableau 1). Il ne s'agit donc pas tant d'apporter une information supplémentaire à l'enquêté que de souligner une des dimensions du problème posé. Ce test a été réalisé pour neuf questions plus ou moins générales portant sur différents pans de la protection

¹Cette enquête de suivi annuel de l'opinion des Français sur leur santé, la protection sociale et les inégalités s'appuie sur un échantillon de 3 000 personnes. Celles-ci sont interrogées en face-à-face et représentatives de la population adulte habitant en France métropolitaine (méthode des quotas par sexe, âge et profession de la personne de référence, après stratification par grande région et catégorie d'agglomération). L'échantillon général est partagé en quatre sous-échantillons d'environ 750 individus également représentatifs de la population française (méthode de « l'échantillon partagé » / « split sample ») qui permettent d'administrer des versions légèrement différentes du questionnaire à certains de ces sous-échantillons.

²Pour quelques exemples, voir : Cambois et al. (2015), Legal et Vicard (2015).

sociale. Pour chacune d'entre elles, deux sous-échantillons sont interrogés sur la question posée habituellement dans les vagues d'enquête précédentes, tandis que les deux autres sous-échantillons se voient proposer chacun une variante évoquant au préalable soit le contexte financier ou économique – du point de vue des dépenses publiques ou de la compétitivité des entreprises – soit le contexte social dans lequel les personnes interrogées sont appelées à se prononcer.

Les résultats de deux types d'analyse seront présentés ici : l'évaluation de la dépendance des réponses à la contextualisation des énoncés (en fonction des questions) (2), puis la variabilité de cette sensibilité en fonction de certaines caractéristiques des enquêtés (3).

1.2. Opérationnalisation

Le tableau 1 expose les neuf questions et les 26 formulations testées dans la vague 2016 du Baromètre d'opinion de la DREES. Deux questions portent plutôt sur des aspects généraux du système de protection sociale : le niveau d'intervention de l'État et la part des ressources nationales qui lui sont consacrées. Cinq questions évoquent des dispositifs spécifiques (allocations chômage, RSA, SMIC, allocations familiales, retraites), un autre item cible un risque spécifique (dépendance) et une dernière question renvoie à une modalité particulière du financement du système de protection sociale (cotisations patronales). Pour affecter au minimum la composition d'ensemble du questionnaire, les sous-échantillons concernés par chaque type de formulation (« standard », « contexte financier », « contexte social ») changent à chaque question.

Les graphiques figurant dans cet article indiquent la répartition précise des réponses aux versions contextualisées des questions lorsque les écarts observés sont statistiquement significatifs par rapport à l'énoncé non contextualisé.

Tableau 1 : Les questions étudiées et leurs déclinaisons contextualisées

Énoncés non contextualisés	Contexte financier	Contexte social
Pensez-vous qu'il y a trop d'intervention de l'État en matière économique et sociale, juste ce qu'il faut ou pas assez ?	Compte tenu du déficit persistant des comptes publics, ...	Au vu de la situation sociale engendrée par la crise, ...
La France consacre environ le tiers du revenu national au financement de la protection sociale. Considérez-vous que c'est ... ? [Excessif / Normal / Insuffisant]	La France est le pays qui a le plus haut niveau de dépenses sociales en Europe. Elle consacre...	Au vu du niveau du taux de chômage et du taux de pauvreté, considérez-vous que c'est... ?
Actuellement, les entreprises cotisent pour la protection sociale. Avec laquelle des propositions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? À l'avenir... [Cotiser + / Cotiser - / Ni + ni -]	Compte tenu des problèmes de compétitivité qu'elles rencontrent, avec laquelle...	Compte tenu des conséquences sociales de la crise, avec laquelle des propositions suivantes...
Selon vous, les allocations chômage doivent-elles être un droit limité dans le temps, que l'on trouve ou non un emploi ?	Au vu du déficit de l'assurance chômage, pensez-vous que les allocations chômage...	Compte tenu des situations de précarité engendrées par le chômage de longue durée, pensez-vous que...
Aujourd'hui, le RSA pour une personne seule qui ne travaille pas est de 525 euros par mois. Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord?	Compte tenu des contraintes qui pèsent sur les dépenses publiques, avec laquelle de ces opinions...	Étant donné le coût de la vie en France, avec laquelle de ces opinions...
Aujourd'hui, le SMIC net est d'environ 1 140 euros par mois. Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ?	Compte tenu des problèmes de compétitivité des entreprises, avec laquelle de ces opinions...	Étant donné le coût de la vie en France, avec laquelle de ces opinions...
Quelle baisse de revenu vous semble acceptable au moment du départ en retraite ?	Compte tenu des problèmes de financement des systèmes de retraite, ...	
Actuellement, le montant des allocations familiales dépend des ressources des familles. Selon vous, il faut... [Réserver aux rev. <6000 € / Davantage aux rev. <6000€ / Donner autant à tous / Ne pas en donner]	Selon vous, compte tenu des contraintes qui pèsent sur les dépenses publiques, il faut...	Selon vous, étant donné les coûts auxquels font face aujourd'hui les familles, il faut...
Selon vous, qui doit principalement prendre en charge financièrement les personnes âgées dépendantes ? [État / Enfants ou familles / Personnes âgées]	..., étant données les difficultés de financement du système de protection sociale ?	..., sachant que les femmes constituent la majorité des proches aidants ?

2. Des variations de réponses observées principalement pour les questions les plus générales

2.1. Dans plus de la moitié des cas, pas de variation significative malgré la nette modification de l'énoncé

Quoique des modifications substantielles soient apportées à l'intitulé des questions posées, les différences observées entre versions sont faibles ou inexistantes dans plus de la moitié des cas : aucune des questions portant sur des allocations spécifiques (RSA, SMIC, retraites, allocations familiales) – sauf celle qui concerne la limitation des allocations chômage dans le temps – ainsi que celle concernant la prise en charge financière des personnes âgées dépendantes ne fait l'objet de variation significative (tableau 2).

La stabilité des résultats dans un nombre important de cas malgré des divergences assez notables dans la façon dont les énoncés orientent les questions témoigne de la pertinence de ce type d'enquête et de la robustesse des résultats qui peuvent en être tirés.

Tableau 2 : variations significatives observées par rapport à la formulation non contextualisée

Énoncés non contextualisés	Contexte financier	Contexte social
Pensez-vous qu'il y a trop d'intervention de l'État en matière économique et sociale, juste ce qu'il faut ou pas assez ?	Compte tenu du déficit persistant des comptes publics, ...	Au vu de la situation sociale engendrée par la crise, ...
La France consacre environ le tiers du revenu national au financement de la protection sociale. Considérez-vous que c'est ... ? [Excessif / Normal / Insuffisant]	La France est le pays qui a le plus haut niveau de dépenses sociales en Europe. Elle consacre...	Au vu du niveau du taux de chômage et du taux de pauvreté, considérez-vous que c'est... ?
Actuellement, les entreprises cotisent pour la protection sociale. Avec laquelle des propositions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? À l'avenir... [Cotiser + / Cotiser - / Ni + ni -]	Compte tenu des problèmes de compétitivité qu'elles rencontrent, avec laquelle...	Compte tenu des conséquences sociales de la crise, avec laquelle des propositions suivantes...
Selon vous, les allocations chômage doivent-elles être un droit limité dans le temps, que l'on trouve ou non un emploi ?	Au vu du déficit de l'assurance chômage, pensez-vous que les allocations chômage...	Compte tenu des situations de précarité engendrées par le chômage de longue durée, pensez-vous que...
Aujourd'hui, le RSA pour une personne seule qui ne travaille pas est de 525 euros par mois. Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ?	Compte tenu des contraintes qui pèsent sur les dépenses publiques, avec laquelle de ces opinions...	Étant donné le coût de la vie en France, avec laquelle de ces opinions...
Aujourd'hui, le SMIC net est d'environ 1140 euros par mois. Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ?	Compte tenu des problèmes de compétitivité des entreprises, avec laquelle de ces opinions...	Étant donné le coût de la vie en France, avec laquelle de ces opinions...
Quelle baisse de revenu vous semble acceptable au moment du départ en retraite ?	Compte tenu des problèmes de financement des systèmes de retraite, ...	
Actuellement, le montant des allocations familiales dépend des ressources des familles. Selon vous, il faut... [Réserver aux rev. <6000 € / Davantage aux rev. <6000€ / Donner autant à tous / Ne pas en donner]	Selon vous, compte tenu des contraintes qui pèsent sur les dépenses publiques, il faut...	Selon vous, étant donné les coûts auxquels font face aujourd'hui les familles, il faut...
Selon vous, qui doit principalement prendre en charge financièrement les personnes âgées dépendantes ? [État / Enfants ou familles / Personnes âgées]	..., étant données les difficultés de financement du système de protection sociale ?	..., sachant que les femmes constituent la majorité des proches aidants ?

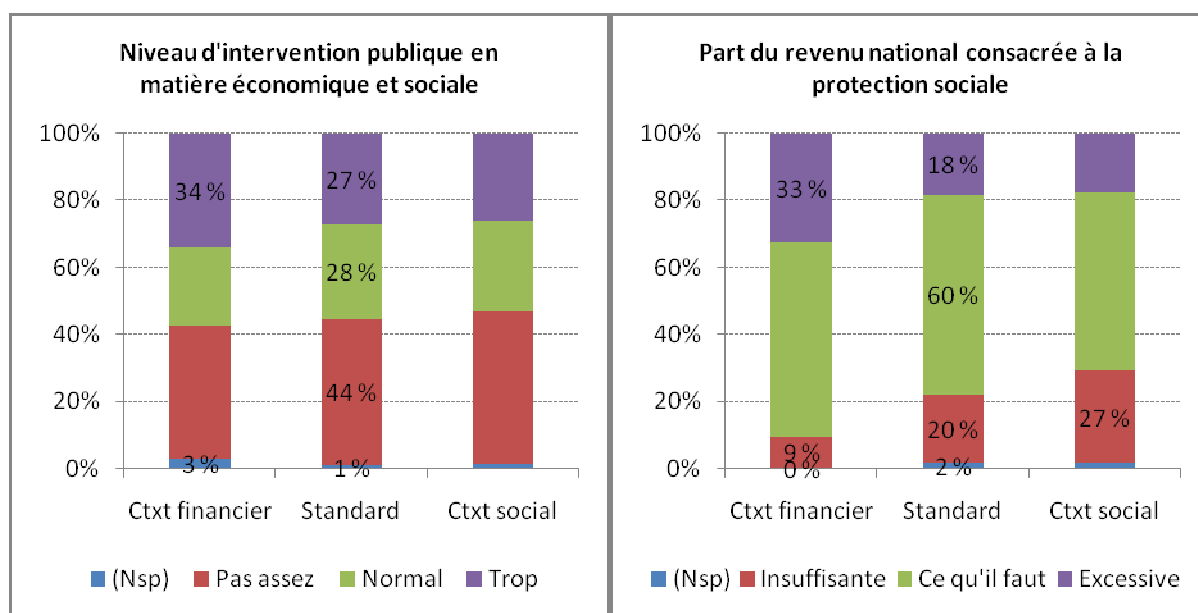
Lecture : Les cases grises signalent les versions pour lesquelles les réponses ne varient pas de façon statistiquement significative.

2.2. Des effets notables liés à la contextualisation des énoncés dans le cas de questions générales sur le niveau d'intervention publique

La sensibilité à la formulation des questions paraît plus grande dans le cas de questions plus générales, qui interrogent sur le niveau d'intervention publique dans les domaines économiques et sociaux ou sur la part du revenu national consacrée au financement de la protection sociale.

Alors que 27 % des personnes interrogées considèrent trop important le niveau d'intervention de l'État en matière économique et sociale d'après la question usuelle, ils sont 34 % à se prononcer en ce sens lorsque la formulation souligne l'existence d'un déficit public persistant (graphique 1)³. Les variations observées sont très nettes dans le cas de la question portant sur la part du revenu national attribué à la protection sociale : seulement 9 % des enquêtés estiment cette part insuffisante lorsque l'énoncé insiste sur les dépenses de protection sociale, contre 20 % dans le cas de la formulation standard et 27 % lorsque l'énoncé évoque la situation sociale à laquelle ces mesures répondent. Inversement, un tiers des personnes estiment cette part allouée au financement de la protection sociale trop importante lorsque l'énoncé insiste sur le contexte financier contre 18 % des personnes interrogées sur la formulation non contextualisée.

Graphique 1 : Questions générales sur le niveau d'intervention publique



Champ : Personnes âgées d'au moins 18 ans et qui résident en France métropolitaine.

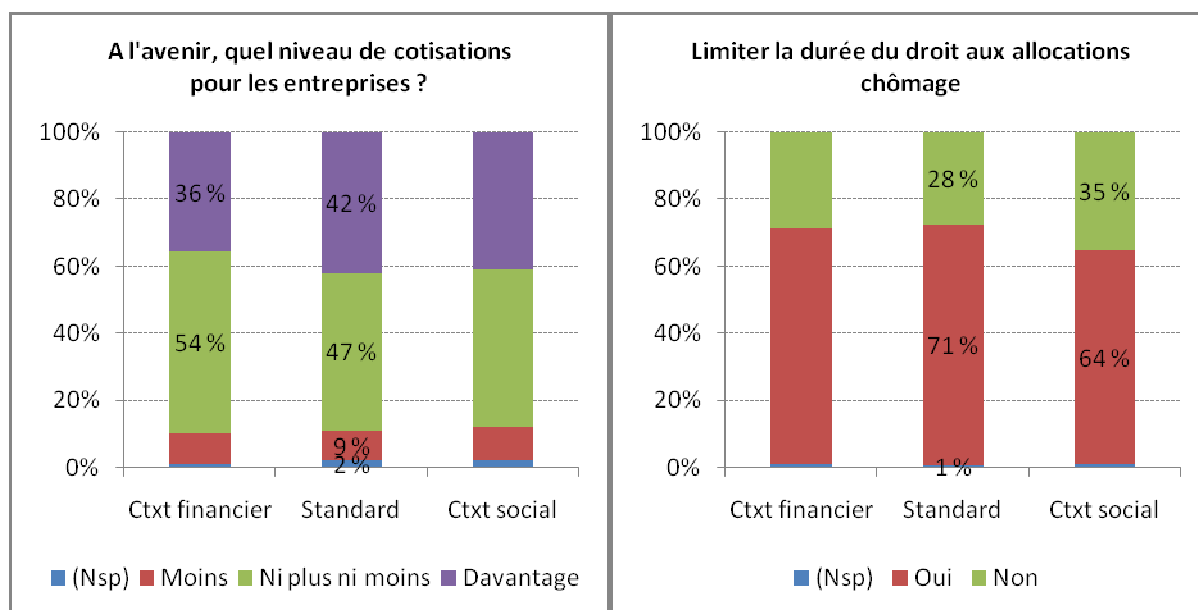
Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

Les réponses à deux questions plus spécifiques sont également influencées par la contextualisation des énoncés : celle qui porte sur la durée d'indemnisation du chômage et celle qui interroge sur

³Cette formulation aboutit également à un nombre de « ne sait pas » significativement plus élevé qu'habituellement (3 % contre 1 %).

l'évolution souhaitable du niveau des cotisations patronales (graphique 2). L'évocation des conditions de vie des chômeurs de longue durée augmente la disposition à s'opposer à la limitation dans le temps des allocations chômage (35 % contre 28 %), tandis que la mention des « problèmes de compétitivité des entreprises » diminue la disposition à répondre que les entreprises devraient cotiser davantage (36 % contre 42 %), sans pour autant augmenter la part des personnes qui considèrent que ces cotisations devraient diminuer.

Graphique 2 : Durée d'indemnisation chômage et niveau des cotisations patronales



Champ : Personnes âgées d'au moins 18 ans et qui résident en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

Finalement, les réponses sont globalement peu affectées par la contextualisation des énoncés, à l'exception des questions les plus générales. La formulation de telles questions et plus encore leur interprétation doivent donc être réalisées avec précaution.

3. La sensibilité à la formulation de l'énoncé : un phénomène lié à la relation d'enquête ou à l'opinion des enquêtés ?

3.1. Les hypothèses étudiées

Ces modifications de formulation peuvent affecter le processus de réponse de deux manières : soit en soulignant une des dimensions du problème posé, ce qui peut conduire à surpondérer certains aspects du processus de recherche, de traitement et d'intégration des informations qui aboutit à la

production de la réponse⁴ ; soit en suggérant la réponse considérée comme légitime par l'enquêteur, modifiant ainsi la désirabilité sociale des réponses proposées. Il apparaît ici très difficile de trancher entre ces deux voies d'interprétation des effets de formulation, mais elles ont l'intérêt de mettre en évidence que la sensibilité à la contextualisation des énoncés est susceptible de varier non seulement en fonction des questions posées, mais aussi en fonction des individus qui y répondent : ils peuvent différer aussi bien dans leur rapport à l'enquête que dans leur rapport à l'élément de contextualisation ajouté à l'énoncé de la question.

Étudier quels types d'enquêtés sont sensibles à certaines contextualisations des questions présente aussi un intérêt pour comprendre quels mécanismes sociaux aboutissent aux variations observées au niveau agrégé et se donner la possibilité de faire émerger des effets valables uniquement pour des parties spécifiques de la population. Deux ensembles d'hypothèses peuvent être pris en considération : le premier renvoyant à la situation d'enquête proprement dite et le second aux opinions des personnes interrogées.

(H1) Effet de relation d'enquête : La relation d'enquête peut s'apparenter à une situation d'examen ou de contrôle et construire une interaction socialement asymétrique entre enquêteur et enquêté. Les moins diplômés, potentiellement plus sensibles à cette relation d'enquête, pourraient donc être plus sensibles aux effets de formulation. Ce type d'hypothèse est assez fréquemment évoqué dans la littérature qui évoque les effets de formulation (Krosnick, 1991 ; Piau, 2004). Ces travaux concluent en général dans le sens indiqué par cette hypothèse, même si les arguments empiriques mobilisés paraissent parfois fragiles⁵ et que certains auteurs la contredisent⁶.

(H2) Effet d'imposition de problématique : Un autre type d'explication liée à la situation d'enquête renvoie non pas à la relation entre enquêteur et enquêté, mais à celle qui relie le producteur d'enquête à l'enquêté. En effet, les producteurs d'enquête peuvent poser aux enquêtés des questions que ceux-ci ne se posent pas, ou à poser ces problèmes d'une façon plus accessible à certains enquêtés qu'à d'autres⁷. Habituellement, ce phénomène est considéré comme un facteur de

⁴On s'appuie ici sur le modèle standard du processus de réponse à une question d'enquête formulé par Tourangeau (1984), à l'aide duquel sont généralement distingués l'interprétation de la question, la recherche d'information, son traitement et l'intégration des diverses appréciations auxquelles celui-ci donne lieu, et enfin l'énoncé d'une réponse. Il est alors possible d'appréhender l'écart entre la réponse qui aurait été donnée par un observateur neutre et celle formulée par la personne interrogée comme résultant de la perturbation d'une ou plusieurs de ces quatre étapes. Chacune d'entre elles peut en effet être affectée par la relation d'enquête ou les caractéristiques de l'enquêté.

⁵Les problèmes des réponses « Ne se prononce pas » et de la non-réponse mis à part, les éléments empiriques avancés dans l'étude de Piau (2004) à ce sujet sont peu nombreux et peu robustes (écarts également observés chez les diplômés du supérieur, comparaison entre des enquêtes réalisées à deux ans d'intervalle). Néanmoins, les arguments exposés par Krosnick dans sa revue de littérature (Krosnick, 1991) à propos des effets de « satisficing » et des biais d'acquiescement conduiraient à penser que les moins diplômés seraient plus susceptibles d'être influencés par une contextualisation des énoncés.

⁶Grémy (1993), passant en revue les travaux de langue française sur la question, conclut à la stabilité des écarts entre catégories sociales, en s'appuyant notamment sur Pagès et al. (1992).

⁷Cet argument a notamment été développé par Bourdieu dans *La distinction* (chapitre 8) et *Questions de sociologie* (« L'opinion publique n'existe pas ») : « Un des effets les plus pernicioseux de l'enquête d'opinion consiste précisément à mettre les gens en demeure de répondre à des questions qu'ils ne se sont pas posées. » (Bourdieu, 1981).

non-réponse ; dans notre cas, il pourrait conduire à ce que les enquêtés qui ont le plus de probabilité de subir cette imposition de problématique soient également plus sensibles à la contextualisation des énoncés, d'autant plus que le mode d'administration du questionnaire tend à minimiser le taux de « ne se prononce pas »⁸.

Cette hypothèse peut se décliner de deux manières. Elle peut se traduire par un effet de « compétence politique » – proche de celui évoqué par Bourdieu – selon lequel les questions les plus générales se posent moins chez les moins diplômés. Elle peut également se manifester via un « effet de distance » d'après lequel les enquêtés moins directement concernés par les problèmes posés seraient aussi les plus sensibles aux différences de formulation. Par exemple, l'opinion sur le SMIC des personnes les moins susceptibles de connaître quelqu'un rémunéré à ce niveau serait moins ferme sur ce sujet que l'opinion des autres enquêtés. Cette seconde version de l'hypothèse ne met donc ni directement ni nécessairement en jeu le capital culturel ou symbolique des personnes interrogées.

- **(H2.i) Effet de « compétence politique »** : Les questions les plus générales se posant moins chez les moins diplômés, ceux-ci sont plus sensibles à la contextualisation des énoncés des questions générales que les diplômés du supérieur.
- **(H2.ii) Effet de « distance »** : Les questions précises se posent moins chez les moins concernés par les problèmes qu'elles évoquent, engendrant une plus grande sensibilité à la contextualisation des énoncés. Les plus aisés sont plus sensibles que ceux qui disposent d'un faible niveau de vie à la contextualisation des énoncés portant sur la durée d'indemnisation du chômage que les demandeurs d'emploi, sur ceux qui concernent le SMIC, etc.

Il est également envisageable que les effets de formulation jouent à plein lorsque les énoncés soulignent des dimensions qui tiennent à cœur à l'enquêté, ou au contraire lorsqu'ils mettent en évidence des aspects du problème dont la personne interrogée tient peu compte spontanément. Deux hypothèses peuvent en découler.

(H3) Effet de mise à l'agenda : Le degré de préoccupation pour le chômage ou la dette publique permet ainsi de tester si la contextualisation des énoncés engendre des effets de mise à l'agenda en mettant en relief des dimensions auxquelles les enquêtés ne sont plutôt pas sensibles a priori.

(H4) Effet de validation : Au contraire, le poids d'un thème dont la personne interrogée dit se préoccuper peut être renforcé lorsque ce contexte est rappelé dans la question posée.

⁸La modalité « Ne se prononce pas » n'est pas proposée explicitement, et les enquêteurs ont pour consigne d'effectuer une relance en cas d'hésitation, afin d'inciter la personne interrogée à se positionner. L'introduction de ce protocole à l'occasion de la vague d'enquête de 2009 a provoqué une baisse significative du taux de NSP (Coppoletta-Solotareff et Grobon, 2016).

3.2. Mise à l'épreuve de la relation d'enquête par l'étude des variations en fonction des caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

3.2.1. H1 : L'effet de la relation d'enquête

D'après cette hypothèse, les peu diplômés seraient plus sensibles aux effets de questionnaires et de formulation. Or les tests effectués indiquent que les diplômés du supérieur sont au moins autant affectés que ceux qui disposent d'un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat (graphiques 3 à 7).

Les diplômés du supérieur, comme ceux qui disposent d'un diplôme inférieur au baccalauréat, sont sensibles à la contextualisation de la question qui porte sur la part du revenu national consacrée à la protection sociale (graphique 3). Chez les premiers comme chez les seconds, la part de ceux qui estiment excessive la quantité de ressources attribuées à la protection sociale est supérieur dans la variante « finances publiques » à ce qui est observé dans le cas de la variante standard (+ 10 points chez les diplômés du supérieur et + 16 points chez ceux dont le niveau d'études est inférieur au baccalauréat). Les diplômés du supérieur sont aussi plus nombreux à juger que ces ressources sont insuffisantes lorsque le contexte social est évoqué (+ 10 points par rapport à l'énoncé standard).

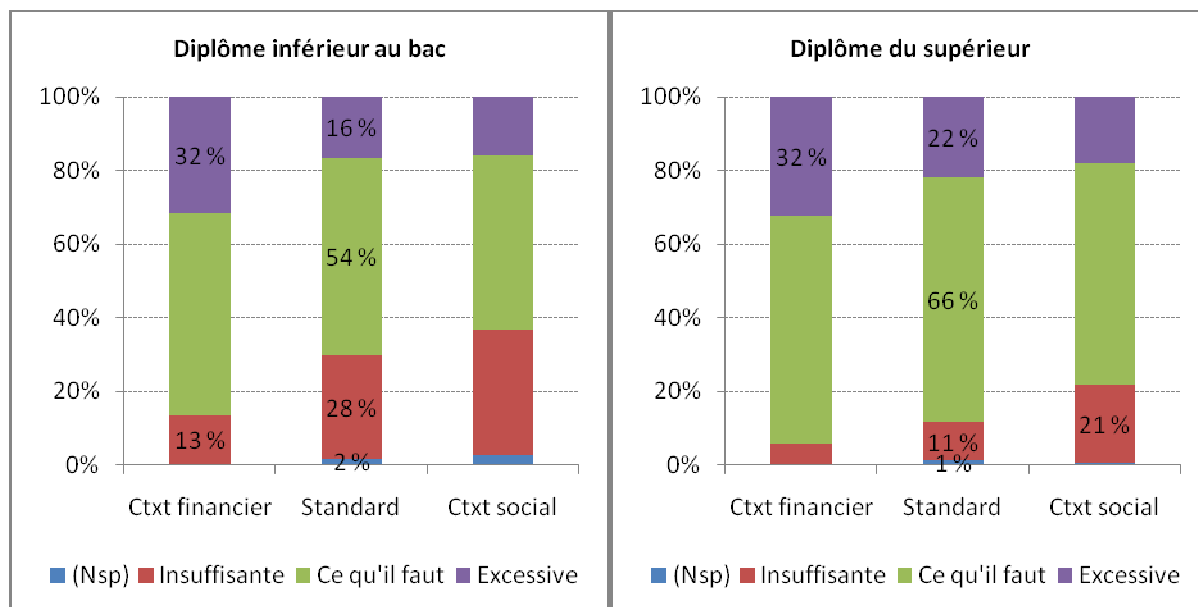
Seuls les peu diplômés se révèlent sensibles aux variations de formulation à propos du niveau d'intervention des pouvoirs publics en matière économique et sociale : la part de ceux qui le jugent excessif passe de 26 % à 37 % entre l'énoncé non contextualisé et celui qui souligne les difficultés financières de l'État (graphique 4). Un résultat comparable est observé concernant la limitation de la durée de l'indemnisation du chômage, 38 % des peu diplômés rejetant ce dispositif si la question évoque la précarité associée au chômage de longue durée contre 30 % dans la situation de l'énoncé standard⁹.

En revanche, dans deux des cas testés, seuls les diplômés du supérieur sont sensibles à la contextualisation des énoncés. Ceux-ci sont fortement affectés par l'évocation des « problèmes de compétitivité des entreprises » dans la question qui porte sur le niveau des cotisations patronales : elle aboutit à ce que 26 % des diplômés du supérieur se prononcent pour leur augmentation et 64 % pour leur maintien, tandis que 40 % d'entre eux privilégient la hausse de ces cotisations dans le cas de l'énoncé non contextualisé – 48 % optant alors pour le *statu quo* (graphique 6). La mention de la division genrée du *care* dans la question qui porte sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes conduit également chez les diplômés du supérieur à une différence sensible dans les réponses par rapport à l'énoncé non contextualisé : 19 % des personnes interrogées préfèrent que les personnes âgées assument elles-mêmes cette prise en charge via des dispositifs d'épargne et d'assurance, alors qu'ils ne sont que 12 % à choisir cette modalité de réponse dans le cas « neutre », peut-être en raison de capacités d'épargne estimées suffisantes parmi la partie la plus diplômée de la population (graphique 7).

⁹Remarquons toutefois qu'un écart d'amplitude comparable est recensé parmi les diplômés du supérieur, le rejet passant de 26 % à 35 % des personnes interrogées. Néanmoins, les diplômés du supérieur étant moins nombreux dans l'échantillon que ceux qui disposent d'un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat (1531 et 975 individus, respectivement), cet écart n'est pas statistiquement significatif au seuil usuel de 95 %. En revanche, il l'est au seuil de 90 %.

Ces résultats montrent donc de façon très claire que, du point de vue des questions envisagées ici, les personnes peu diplômées ne sont pas davantage affectées par la contextualisation des énoncés que les diplômés du supérieur¹⁰.

Graphique 3 : Part du revenu national consacrée à la protection sociale

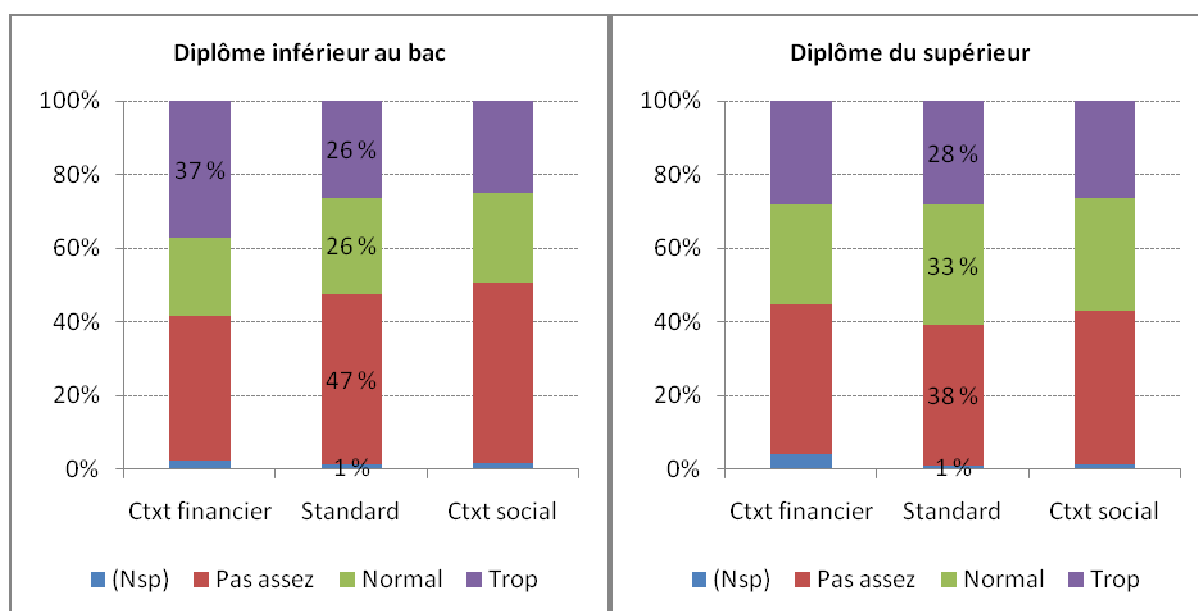


Champ : Personnes âgées d'au moins 18 ans et qui résident en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

¹⁰Les diplômés du supérieur étant nettement moins nombreux dans l'échantillon que les peu diplômés, il est d'ailleurs possible que des écarts aient été considérés comme non significatifs alors qu'ils renvoient à des différences réelles dans la population.

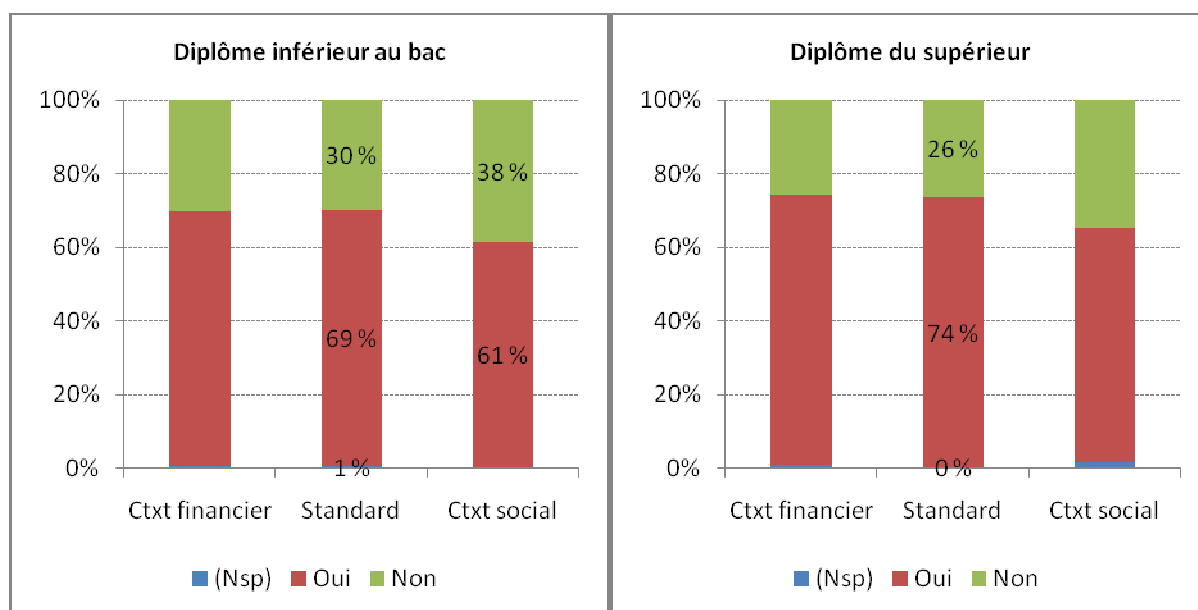
Graphique 4 : Niveau d'intervention publique en matière économique et sociale



Champ : Personnes âgées d'au moins 18 ans et qui résident en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

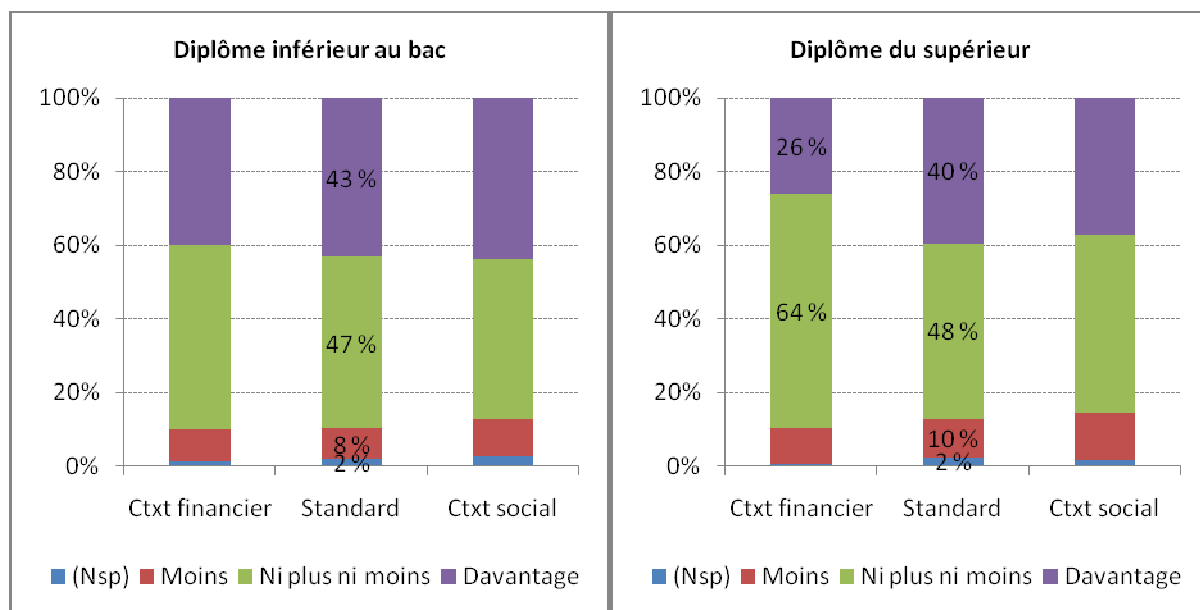
Graphique 5 : Limiter la durée du droit aux allocations chômage



Champ : Personnes âgées d'au moins 18 ans et qui résident en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

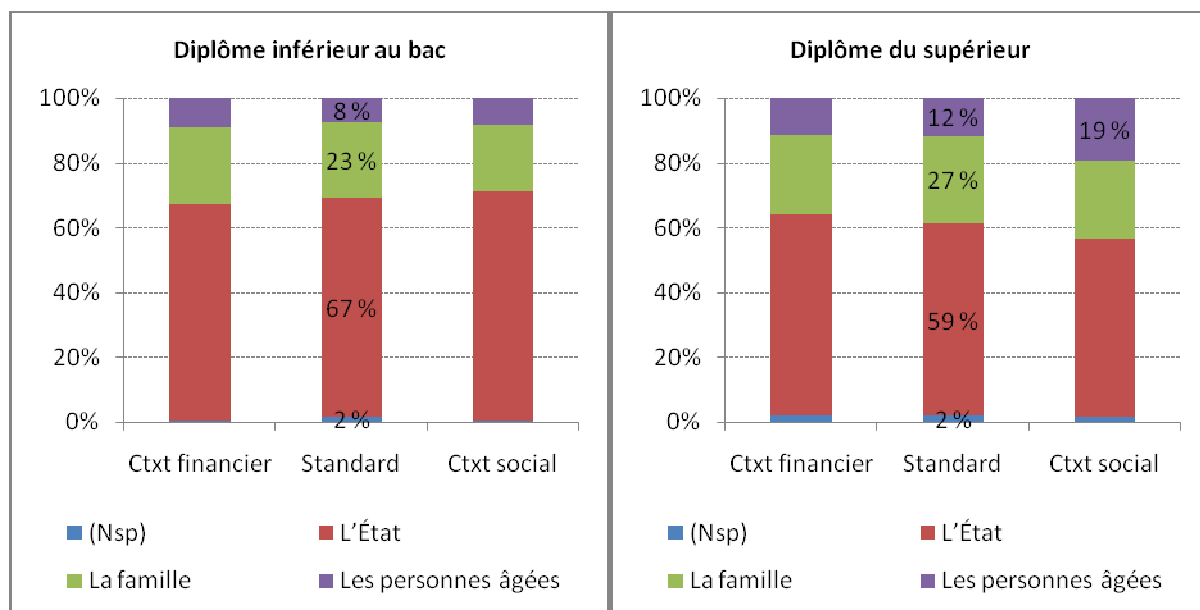
Graphique 6 : À l'avenir, quel niveau de cotisations pour les entreprises ?



Champ : Personnes âgées d'au moins 18 ans et qui résident en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

Graphique 7 : La prise en charge financière des personnes âgées dépendantes



Champ : Personnes âgées d'au moins 18 ans et qui résident en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

3.2.2. H2 : L'effet d'imposition de problématique

(H2.i) « Compétence politique » – Les questions plus générales se posant moins chez les moins diplômés, ceux-ci seraient plus sensibles à la formulation de ce type de questions que les diplômés du supérieur. Or, les résultats précédents montrent que les peu diplômés comme les diplômés du supérieur sont affectés par la contextualisation des énoncés de questions générales (graphiques 3 et 4). C'est également le cas lorsqu'on distingue les enquêtés en fonction de leur niveau de vie. Les ménages dont le niveau de vie atteint au moins 2 000 euros par mois apparaissent même un peu plus sensibles que ceux qui disposent d'un niveau de vie moindre¹¹.

(H2.ii) « Distance » – Les questions précises se poseraient moins chez les personnes moins directement concernées par les problèmes qu'elles évoquent, engendrant une plus grande sensibilité à la contextualisation des énoncés.

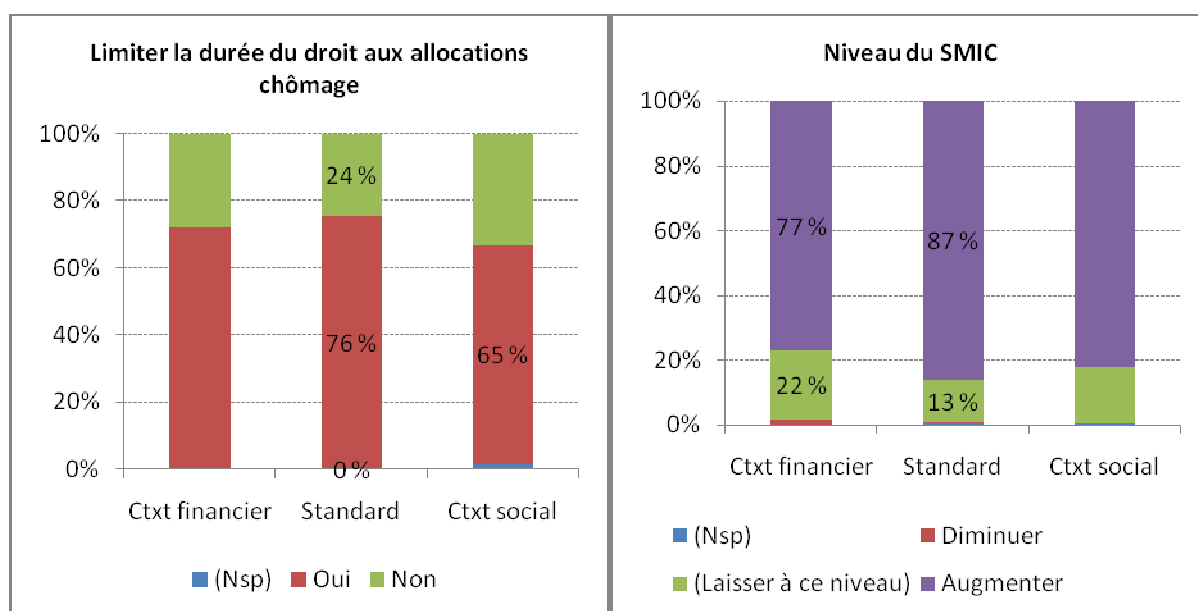
Il est plus difficile de tester directement cette hypothèse au sur la base des données disponibles (effectifs réduits suite au partage de l'échantillon, notamment). Néanmoins, l'existence de variations significatives chez ceux qui disposent d'un niveau de vie supérieur à 2 000 euros par mois pour les items relatifs au montant du SMIC ou à la durée d'indemnisation du chômage est compatible avec cette hypothèse. La part des enquêtés aisés qui se déclarent favorables à une limitation dans le temps de la durée d'indemnisation est en effet inférieure de 11 points de pourcentage lorsque le contexte social est évoqué, tandis que ceux qui pensent que le SMIC devrait être augmenté représentent 87 % des enquêtés dont le niveau de vie est supérieur ou égal à 2 000 euros mensuels dans le cas standard, contre 77 % quand le contexte financier est mentionné (graphique 8).

Par ailleurs, l'impact de la contextualisation concernant la limitation de la durée d'indemnisation du chômage chez les peu diplômés (graphique 5) semble provenir essentiellement de ceux d'entre eux qui sont en emploi.

Cette hypothèse n'est toutefois pas suffisante pour rendre compte de l'impact de la contextualisation des énoncés : on a déjà vu, par exemple, que les peu diplômés – pourtant plus exposés au chômage et donc plus « proches » socialement de ce problème – sont plus sensibles que les diplômés du supérieur à l'évocation du chômage de longue durée au moment de se prononcer sur la nécessité de limiter ou non la durée de versement des allocations chômage (graphique 5). De même, les jeunes ou les hommes – y compris les jeunes hommes – ne semblent pas spécialement affectés par la contextualisation de la question relative à la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Enfin les plus aisés ne sont pas sensibles aux variations de formulation de la question qui pose le problème du niveau du RSA.

¹¹Il s'agit des personnes dont le niveau de vie est inférieur à 900 euros par mois, compris entre 900 et 1399 euros, et compris entre 1400 et 1999 euros. Afin de faciliter la lecture, seuls certains des résultats concernant les personnes dont le niveau de vie est supérieur ou égal à 2000 euros par mois sont présentés ici. Les réponses varient significativement dans le cas de 4 questions contre 2 pour chacune des trois autres tranches de niveau de vie.

Graphique 8 : effets de contextualisation pour les personnes les plus aisées



Champ : Personnes d’au moins 18 ans résidant en France métropolitaine et dont le niveau de vie est au moins égal à 2 000 euros par mois.

Source : Baromètre d’opinion de la DREES, 2016.

3.3. L’impact des préoccupations déclarées par les enquêtés

Enfin, les opinions des enquêtés et leur sensibilité à certaines problématiques pourraient expliquer l’impact de la contextualisation des énoncés observé au niveau agrégé. Il est envisageable que cet impact se manifeste lorsque les énoncés mettent en évidence des aspects du problème dont la personne interrogée tient peu compte spontanément (H3 – « mise à l’agenda ») ou, au contraire, lorsqu’ils soulignent des dimensions qui tiennent à cœur à l’enquêté (H4 – « effet de validation »). Ces deux hypothèses sont testées en distinguant les enquêtés en fonction de leur degré de préoccupation vis-à-vis de la dette de la France et du chômage¹². Dans les graphiques 9 à 12, les chiffres soulignés correspondent à des résultats vérifiant l’une ou l’autre de ces deux hypothèses.

3.3.1. L’effet de mise à l’agenda

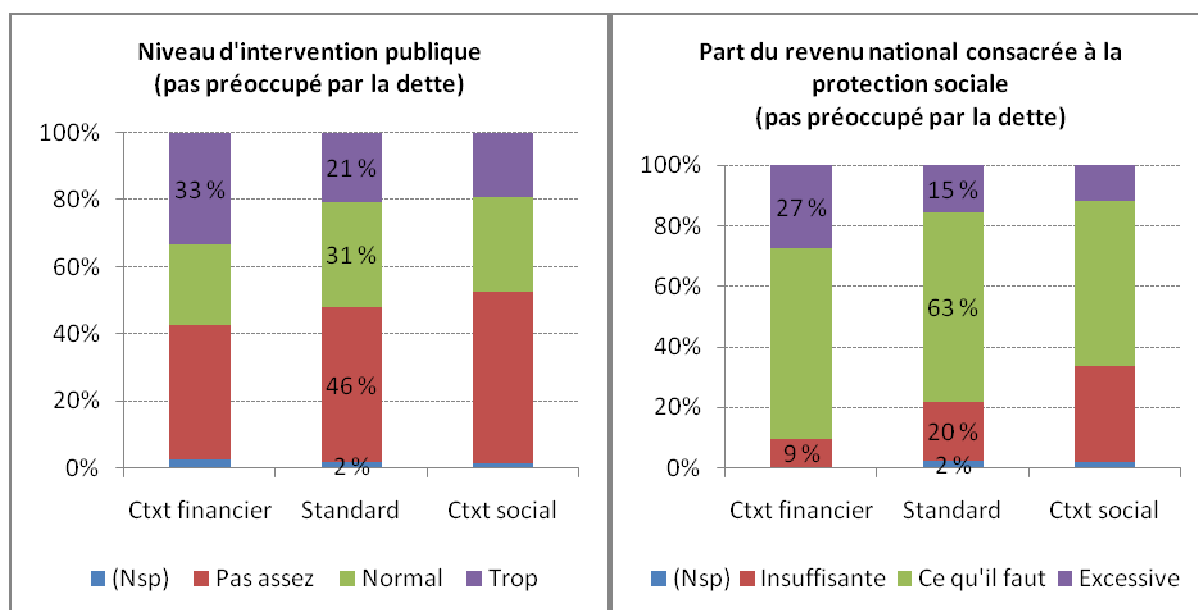
D’après cette hypothèse, la plupart des effets de formulation liés au fait d’être spécifiquement préoccupé – ou particulièrement peu préoccupé – par la dette publique ou le chômage relèvent de l’effet de mise à l’agenda.

¹²Choisir comme critère la préoccupation vis-à-vis de la pauvreté conduit à des conclusions similaires.

Concernant les deux questions générales portant sur l'intervention des pouvoirs publics, les personnes peu préoccupées par la dette publique se révèlent en effet plus sensibles à l'évocation du contexte financier (variations de 12 points de pourcentage des personnes jugeant excessif le niveau d'intervention de l'État et le niveau de financement de la protection sociale, graphique 9).

L'effet de « mise à l'agenda » apparaît également à propos de la limitation de la durée d'indemnisation du chômage : lorsque l'énoncé mentionne les situations de chômage de longue durée, 34 % des personnes qui se disent assez ou peu préoccupées par le chômage¹³ s'opposent à l'idée d'une limitation de la durée d'indemnisation, une modalité de réponse qui n'est choisie que par 25 % de cette catégorie d'enquêtés dans le cas de la formulation standard (graphique 10).

Graphique 9 : Effets de mise à l'agenda du contexte financier

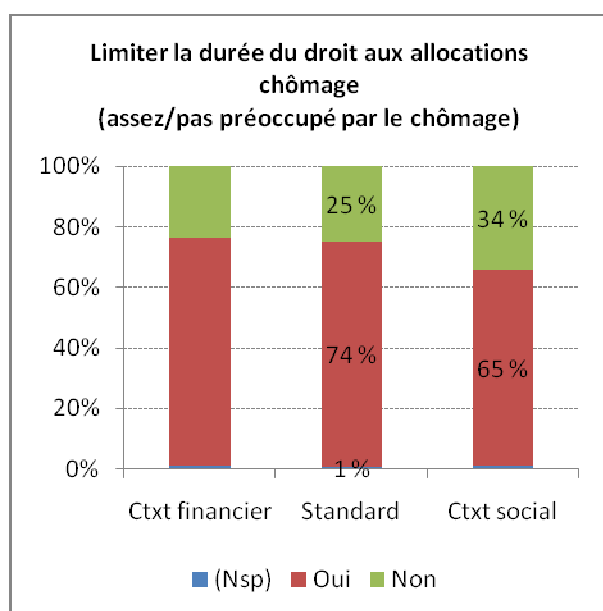


Champ : Personnes d'au moins 18 ans résidant en France métropolitaine peu ou pas du tout préoccupées par la dette de la France.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

¹³Rappelons que 52 % des personnes interrogées se disent « très préoccupées » par le chômage et 33 % « assez préoccupées ».

Graphique 10 : Effet de mise à l'agenda du contexte social



Champ : Personnes d'au moins 18 ans résidant en France métropolitaine assez, peu ou pas du tout préoccupées par le chômage.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

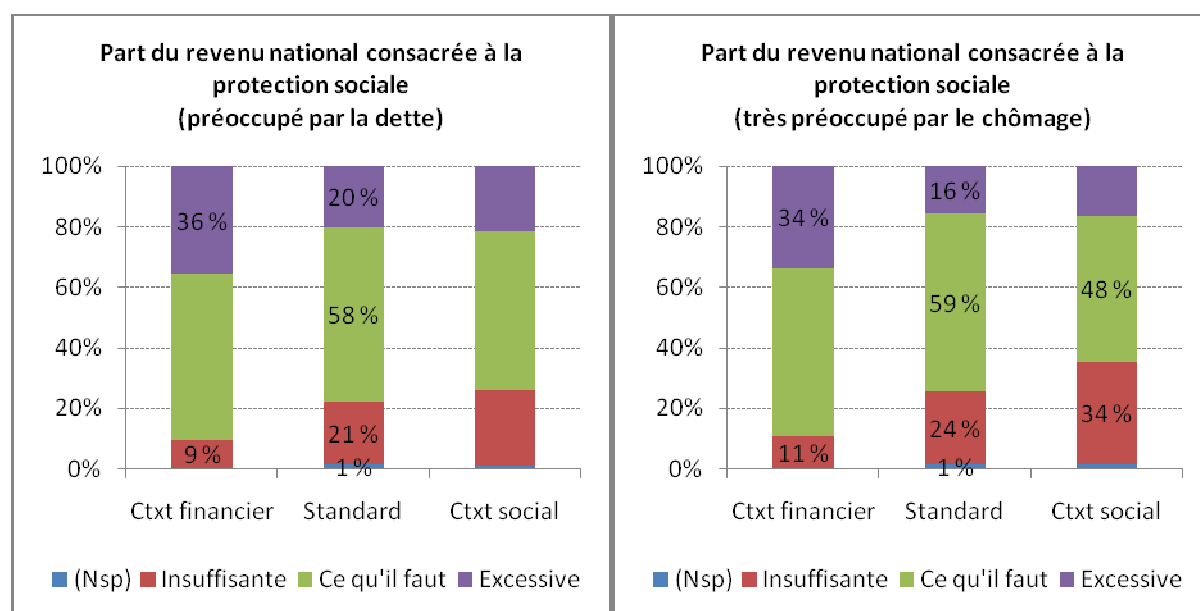
3.3.2. L'effet de validation

À l'inverse, la contextualisation des énoncés pourrait conduire les personnes préoccupées par un sujet à l'affirmer davantage. Le seul cas d'effet de validation recensé concerne la question qui porte sur la part du revenu national alloué à la protection sociale (graphique 11). Cette question, la plus fortement sujette aux effets de formulation parmi celles examinées dans cette étude, permet de distinguer des effets de validation lorsque les deux types de contexte – financier et social – sont évoqués.

Parmi les personnes préoccupées par la dette publique, 36 % déclarent que la part du revenu national attribué à la protection sociale est excessive lorsque l'énoncé insiste sur le contexte financier, contre 20 % de ce type d'enquêtés dans le cas de la formulation habituelle. Lorsque l'énoncé évoque, en revanche, le niveau du chômage, 34 % des personnes qui se sont déclarées « très préoccupées » par le chômage répondent que la part des ressources nationales allouées à la protection sociale est insuffisante, soit 10 points de plus que dans la situation de l'énoncé standard (24 %).

Finalement, cette question fournit l'occasion d'observer la coexistence dans la population d'un effet de mise à l'agenda et d'un effet de validation lorsque le contexte financier figure dans l'intitulé de la question : les personnes qui se déclarent préoccupées du niveau de la dette publique se sentent visiblement incitées à juger que le poids des dépenses de protection sociales est excessif, mais c'est aussi le cas de ceux qui se déclarent peu ou pas du tout préoccupés par la dette publique en début de questionnaire.

Graphique 11 : Effets de validation



Champ : Personnes d'au moins 18 ans résidant en France métropolitaine préoccupées par la dette de la France / très préoccupées par le chômage.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

4. Conclusion

Dans la majorité des cas étudiés, les réponses sont robustes au test constitué par la contextualisation des énoncés et les résultats se révèlent peu sensibles à ce type de variations de formulation des questions posées. Les réponses aux questions les plus générales sont toutefois davantage sujettes à variations, ainsi que certaines de celles qui sont plus éloignées de la situation sociale vécue par les répondants.

L'hypothèse d'un effet de la contextualisation des énoncés reposant principalement sur les moins diplômés, en raison de leur plus grande sensibilité à la situation d'enquête ou d'une moindre familiarité avec la façon dont les problématiques sont abordées dans les questionnaires, n'est pas validée par les données. En revanche, certains résultats sont compatibles avec l'hypothèse de « distance », selon laquelle les enquêtés les moins directement concernés par les problèmes évoqués dans les questions sont plus susceptibles d'être affectés par la contextualisation des énoncés.

Enfin, l'impact de la contextualisation pourrait être lié au degré de préoccupation des enquêtés pour les sujets sur lesquels portent cette mise en contexte. Le cas échéant, les effets observés proviennent davantage d'une mise à l'agenda de thèmes a priori moins pris en compte par les personnes interrogées que d'effets de validation produits en rappelant des enjeux dont ils se disent particulièrement préoccupés.

Ces résultats ne sont pas nécessairement généralisables à l'ensemble des problématiques abordées dans les enquêtes sur les perceptions, les attitudes et les opinions, et peuvent aussi être liés au mode de collecte retenu. La variabilité des effets de formulation en fonction du niveau de diplôme ou du

niveau de vie et le lien entre l'intensité de ces effets et le type de question considérée montre que si la démarche consistant à analyser surtout les résultats de comparaison entre groupes sociaux est plus solide que l'interprétation de résultats agrégés, elle ne suffit pas à se prémunir des difficultés d'interprétation posées par les données issues de ce type d'enquête. Il convient toutefois de souligner que l'absence d'impact spécifique chez les moins diplômés dans le cadre d'une enquête réalisée en face-à-face constitue un argument positif pour la validité des données collectées.

Plus généralement, les tests effectués ici soulignent l'attention à apporter à la formulation des questions les plus générales lorsqu'il s'agit de mettre en regard les résultats obtenus dans des enquêtes différentes. Cette expérimentation met en évidence que la méthode comparatiste d'analyse des enquêtes sur les attitudes, les valeurs et les représentations (évolution et contrastes entre groupes sociaux), doit s'accompagner d'une attention particulière au critère de la convergence entre indicateurs afin de s'assurer du bien-fondé des résultats obtenus et de leur interprétation.

Bibliographie

- [1] Andersen H., Mayerl J., 2017, « Social desirability and undesirability effects on survey responses », *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de méthodologie sociologique*, 135, pp. 68-89.
- [2] Bianquis G., Castell L., 2018, « Les attentats nous terrorisent-ils ? - L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique », *Les Dossiers de la Drees*, 24, DREES, janvier.
- [3] Bourdieu P., 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de minuit.
- [4] Bourdieu P., 1981, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de minuit.
- [5] Cambois E., Grobon S., Robine J.M., Van Oyen H., 2015, « Faut-il changer la formulation des indicateurs de « limitations d'activité » ? Une comparaison de quatre variantes de formulation du GALI », *Dossiers solidarité et santé*, 70, p. 1-25.
- [6] Coulon M., Laaroussi M., Le Hay M., Marrel O., 2018, « Rapport de la commission nationale consultative des droits de l'homme 2017 », CNDCH, janvier.
- [7] Coppoletta-Solotareff R., Grobon S., 2016, « Quel est l'impact d'un changement du mode de relance des répondants « sans opinion » ? », *Documents de travail de la DREES – Série méthodologie d'enquête*, 55, p. 1-46.
- [8] Croutte P., Daudey É., Hoibian S., Legleye S., Charrange G., 2015, « Une approche de l'effet du passage sur internet d'une enquête en population générale », *Cahier de recherche du CREDOC*, 323.
- [9] Grémy J.P., 1987, « Les expériences françaises sur la formulation des questions d'enquête. Résultats d'un premier inventaire », *Revue française de sociologie*, 28, 4, pp. 567-599.
- [10] Grémy J.P., 1993, « Questions et réponses : quelques résultats sur les effets de la formulation des questions dans les sondages », *Sociétés contemporaines*, 16, pp. 165-176.

- [11] Krosnick J.A., 1991, « Response strategies for coping with the cognitive demands of attitudes measures in surveys », *Applied cognitive psychology*, 5, pp. 213-236.
- [12] Legal R., Vicard A., 2015, « Renoncement aux soins pour raisons financières », *Dossiers solidarité et santé*, 66, p. 1-28.
- [13] Pagès J.P., Brenot J., Bonnefous S., Barny M.H., 1992, « Stabilité des structures dans les enquêtes de suivi des opinions », in Lebart L. (dir), *La qualité de l'information dans les enquêtes*, Paris, Dunod.
- [14] Papuchon A., 2018, « Ce qu'Alis nous dit de ses amis. L'effet de désirabilité sociale et sa variabilité au prisme de questions portant sur une prestation sociale fictive », *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 137-138, 1, pp. 120-139.
- [15] Piau C., 2004, « Quelques expériences sur la Formulation des questions d'enquête », Cahier de recherche du CREDOC, n°206, Octobre.
- [16] Tourangeau R., 1984, « Cognitive science and survey methods », in Jabine T., Straf M., Tanur J., Tourangeau R. (dir), *Cognitive Aspects of Survey Design: Building a Bridge between Disciplines*, Washington, National Academy Press, pp. 73-100.